

Éditorial



Les activités d'AFRISTAT au cours du 1^{er} trimestre 2021 ont été largement impactées par la crise sanitaire liée à la COVID-19.

Cela se ressent à la nature des actions réalisées et parfois reportées d'une part et aux retombées des démarches entreprises par la Direction Générale d'autre part.

En ce qui concerne les actions menées par les experts d'AFRISTAT au cours des trois premiers mois de l'année en cours, elles se focalisent sur les activités pouvant se mener à distance. Ainsi, toutes les réunions et autres ateliers qui impliquaient des partenaires hors du Mali se sont systématiquement déroulées par visioconférence. Par ailleurs, nombre de préoccupations qui auraient nécessité par le passé la conduite d'une mission d'assistance technique sur le terrain ont tenté d'être résolues via les échanges téléphoniques et par appel vidéo. De plus, on note quelques actions qui n'ont pas été organi-

sées uniquement du fait des restrictions de voyage imposées par les risques sanitaires.

S'agissant des résultats atteints à l'issue de certaines démarches entreprises, la satisfaction est mitigée. Dans la majorité des cas, on observe un rallongement visible des délais de traitement des dossiers chez les partenaires en raison de ce que plusieurs d'entre eux ont encore largement recours au travail à domicile ou à l'aménagement des horaires de travail en présentiel.

L'arrivée à termes de plusieurs programmes et projets en décembre 2020 implique de consacrer du temps aux travaux de leurs clôtures formelles. Dans le même temps, la Direction Générale est obligée de multiplier les initiatives de développement de nouveaux partenariats afin d'escompter maintenir un certain volume d'activité. Il n'en demeure pas moins que les négociations prennent un temps relativement long en raison des restrictions énoncées précédemment. Deux missions de mobilisation des ressources propres d'AFRISTAT ont aussi pu être réalisées au Bénin et au Gabon.

Les rares appuis en présentiel qui ont pu se réaliser n'ont concerné que les domaines des comptes nationaux, des statistiques d'entreprises et le suivi des ODD. En ce qui concerne l'assistance à distance, elle s'est faite sur les thématiques des comptes nationaux, des statistiques des prix, des statistiques agricoles, de l'analyse des données d'enquêtes, de la gestion des bases de données et des sites web. Le traitement des dossiers de demande de stage des étudiants des écoles de statistique africaines et au-delà a également été effectué.

Parallèlement, la Direction Générale était partie prenante à l'organisation de plusieurs ateliers et séminaires seule ou en collaboration avec d'autres acteurs. Les thèmes de ces différentes rencontres se rapportaient à la comptabilité nationale annuelle et trimestrielle, les statistiques agricoles, les statistiques des prix et la coordination des partenaires. Il a été également question pour AFRISTAT de participer aux réunions statutaires des partenaires. Ce fut notamment le cas de la 52^e session de la Commission statistique des Nations Unies tenue pour la première fois de façon virtuelle.

Enfin, les travaux préparatoires à la 42^e réunion du Comité de direction d'AFRISTAT ont été lancés en vue de la tenue de cette rencontre statutaire au cours du prochain trimestre.

Au cours des prochaines semaines, les appuis d'AFRISTAT à ses Etats membres vont être plus nombreux avec l'assouplissement progressif des restrictions de voyage dans plusieurs pays. Aussi, une attention particulière sera accordée à la sensibilisation des pays pour le versement de leurs contributions et l'accélération du démarrage effectif des nouveaux programmes et projets.

Paul-Henri NGUEMA MEYE
 Directeur Général d'AFRISTAT

Sommaire

ÉDITORIAL

1

TENDANCES DEMOGRAPHIQUES ACTUELLES DANS LES ÉTATS MEMBRES D'AFRISTAT

2

NOUVELLES D'AFRISTAT

8

ACTIVITÉS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

9

AUTRES ACTIVITÉS D'AFRISTAT

10

ACTIVITÉS INTERNATIONALES

11

ECHOS DES INSTITUTS NATIONAUX DE STATISTIQUE

12

REUNIONS, ATELIERS ET SEMINAIRES

16



AFRISTAT

BP E 1600

Bamako, Mali

Téléphone

(+223) 20 21 55 00

20 21 55 80 • 20 21 60 71

Fax (+223) 20 21 11 40

afristat@afristat.org

www.afristat.org

TENDANCES DÉMOGRAPHIQUES ACTUELLES DANS LES ETATS MEMBRES D'AFRISTAT

Djabar Dine C. ADECHIAN, Expert en statistiques socio-démographiques à AFRISTAT &

Fousseyni N'DIAYE, Technicien Supérieur de la Statistique/Licence en ingénierie économique et financière, Stagiaire à AFRISTAT

Les pays d'Afrique, en particulier d'Afrique subsaharienne, connaissent depuis les indépendances une croissance démographique rapide et soutenue. L'Afrique subsaharienne conserve la croissance la plus rapide au monde depuis l'an 2000 avec un taux d'accroissement de 2,7 % par an contre 0,3 %¹ et 1,8 %² ailleurs (D. Tabutin et B. Schoumaker, 2020).

Cette croissance démographique est la conséquence d'une fécondité très élevée mais en déclin et d'une forte mortalité surtout chez les enfants de moins de cinq ans mais en nette diminution dans toute sa composante. La dynamique démographique de l'Afrique subsaharienne est au cœur des nombreux défis de développement présent et à venir de cette partie du monde. En effet, la population de l'Afrique était de 1,3 milliards d'habitants en 2019 contre 630 millions d'habitants en 1990 soit un doublement en l'espace de 30 ans et les estimations prévoient qu'elle doublera en 2050.

Bien que des progrès remarquables aient été réalisés sur le plan de l'accès à la santé et à l'éducation et en terme de croissance économique depuis le début des années 2000, les pays d'Afrique subsaharienne sont confrontés à d'innombrables défis.

Ils se rapportent à la persistance de la pauvreté, l'accroissement des inégalités sociales entre les individus et entre les différentes régions à l'intérieur des pays, la croissance du secteur informel entravant les initiatives de structuration du secteur formel, etc.

Notre objectif est de présenter les grands changements démographiques intervenus dans les Etats membres d'AFRISTAT sur les 20 dernières années. Les indicateurs démographiques présentés sont : l'effectif de la population et les populations spécifiques et les indicateurs de la dynamique démographique.

1. UNE FORTE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE RAPIDE ET MAINTENU DEPUIS DES DÉCENNIES ET SES EFFETS SUR LA DEMANDE SOCIALE

Les Etats membres d'AFRISTAT présentent une forte croissance démographique qui connaît dans certains pays une très légère baisse depuis environ 20 ans. Le taux d'accroissement naturel annuel de la population dans les pays membres d'AFRISTAT a atteint les 3 % en 2015-2020 au Niger (3,8 %), en Guinée Equatoriale (3,7 %), au Burundi (3,1 %), au Mali (3,0 %) et au Tchad (3,0 %) et est resté inférieure à 2 % au Cap Vert (1,2 %), en Centrafrique (1,4 %), à Djibouti (1,6 %) et à Sao Tomé et Príncipe (1,9 %). Sur les 22 pays membres, 15 pays présentent un taux d'accroissement naturel de leur population supérieur à 2,5 % par an.

Le **graphique 1** compare les taux d'accroissement naturels annuels sur les périodes 2000-2005 et 2015-2020 dans les différents pays. Le taux d'accroissement naturel a baissé dans 14 pays dont les baisses les plus importantes ont été observées en Centrafrique, au Cap Vert et au Tchad. En revanche, il a augmenté dans 7 sept pays particulièrement en Guinée et en Côte d'Ivoire.

On note une relative homogénéité des situations pays. On peut dégager trois situations :

■ Les pays qui ont connu des rythmes annuels inférieurs à +10 % et supérieur à -10 % sur les deux périodes, considérés comme ayant une situation stable : on compte 11 pays dans ce groupe dont le Bénin (-9,4 %), le Burundi

(+9,4 %) et le Gabon (+7,6%) qui se trouvent à la limite de l'intervalle ;

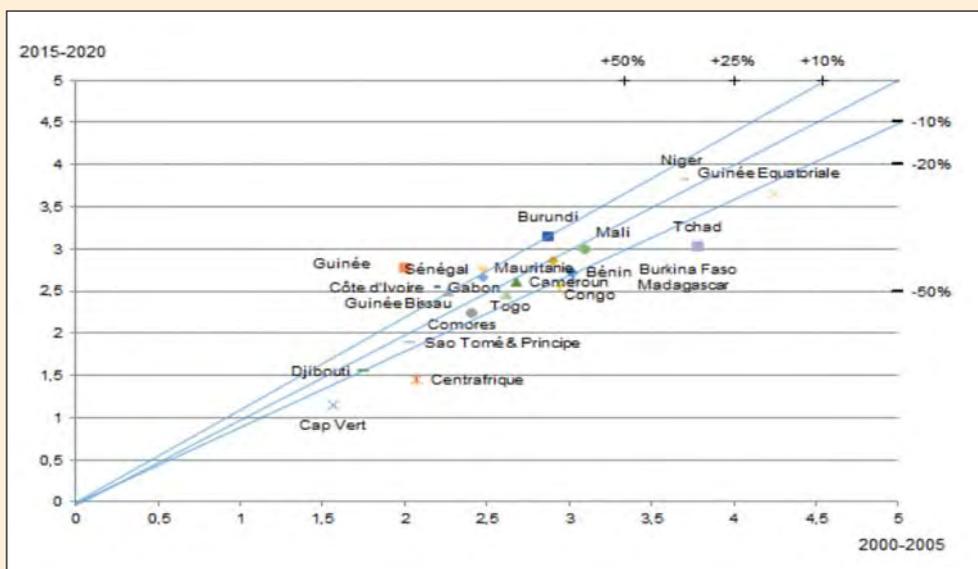
■ Les pays ayant une augmentation du taux de croissance entre 2002 et 2017 supérieure à 10 % : on compte 4 pays dans ce groupe (Guinée, Côte d'Ivoire, Sénégal et Guinée Bissau) ;

■ Les pays ayant connu un léger ralentissement de leur taux d'accroissement entre 2002 et 2017 inférieur à 10 % : on compte sept pays avec une baisse plus marquée en Centrafrique (-30,4 %), au Cap Vert (-26,1 %) et au Tchad (-19,7 %).

Ces rythmes de croissance élevés dans l'ensemble, quoiqu'en baisse dans certains pays, ont conduit à une augmentation importante des effectifs dans tous les pays depuis une trentaine d'années. En 30 ans, l'effectif de la majorité des pays a plus que doublé à l'exception du Cap Vert, de Djibouti, de la Centrafrique et de Sao Tomé et Príncipe.

Les plus fortes augmentations sont observées en Guinée Equatoriale, au Niger et au Tchad. En effet, l'effectif de la population dans ces pays est passé en Guinée Equatoriale en 30 ans de 419 188 habitants à 1 402 985 habitants (235 % d'augmentation), au Niger de 8,0 à 24,2 millions d'habitants (202 %) et au Tchad de 6,0 à 16,4 millions d'habitants (175 %).

Graphique 1: Evolution des taux d'accroissement naturels annuels (%) de la population de 2000-2005 à 2015-2020 dans les Etats membres d'AFRISTAT



¹ 2015-2020 dans les pays de l'OCDE.

² 2015-2020 dans les pays d'Afrique du Nord et le Moyen-Orient.

En 2020, les pays les plus peuplés avec plus de 25 millions d'habitants sont : le Madagascar (27,7 millions d'habitants), le Cameroun (26,5 millions d'habitants) et la Côte d'Ivoire (26,4 millions d'habitants). Par rapport à la superficie du pays, les pays les plus denses en 2020 sont : les Comores (467,3 habitants au km²), le Burundi (463,0 habitants au km²), le Sao Tomé et Príncipe (228,3 habitants au km²), le Togo (152,2 habitants au km²) et le Cap Vert (138,0 habitants au km²).

La forte croissance de la population a un effet sur la demande sociale (éducation, santé, énergie, emploi, etc.). La population scolarisable, selon la législation en vigueur dans chacun des pays membres d'AFRISTAT, représente en 2020 entre 10% et 18% de la population totale constituant ainsi un défi pour le système éducatif. Bien qu'en baisse dans la majorité des pays depuis les années 2000, la proportion des enfants d'âge scolarisable au primaire reste élevée. En 2020, plus de 4 millions d'enfants en âge d'être scolarisés au primaire ont été dénombrés au Cameroun, au Niger et en Côte d'Ivoire. L'offre éducative qui renvoie aux capacités institutionnelles, aux moyens humains et matériels offerts et à leur répartition quantitative et qualitative sur le territoire national et les différents groupes sociaux³ reste faible dans l'ensemble des pays.

De 2000 à 2020, la population d'âge scolarisable au primaire dans l'ensemble des pays membres a augmenté de 73 % passant de 23,2 à 40,1 millions d'enfants. Les augmentations les plus notables sont observées au Niger (133,3 %), en Guinée Equatoriale (119,2 %), au Mali (97,3 %) et au Tchad (94,7 %). On note, au cours de cette période, une baisse de la population d'âge scolarisable au primaire au Cap Vert (-17,8 %) et à Djibouti (-0,6 %). Une conséquence de la croissance rapide et soutenue de la population dans

ces pays est l'arrivée massive de main d'œuvre sur le marché du travail. Cela peut être une source de croissance pour le pays à conditions que l'économie du pays offre suffisamment d'opportunités d'emplois. En 2020, 6 pays comptent plus de 10 millions d'individus en âge de travailler (15-64 ans) : Madagascar (15,7 millions), Côte d'Ivoire et Cameroun (14,7 millions), Niger (11,6 millions), Burkina Faso (11,1 millions) et Mali (10,2 millions).

La population en âge de travailler (15-64 ans) dans l'ensemble des pays membres est passée de 72,1 à 133,3 millions de personnes entre 2000 et 2020 soit une augmentation de 85 %. En 20 ans, la population en âge de travailler a plus que doublé dans 4 pays que sont : la Guinée Equatoriale (152,7 % d'augmentation de la population âgée de 15-64 ans entre 2000 et 2020), le Tchad (107,7 %), le Sao Tomé et Príncipe (106,9 %) et le Burundi (105,8 %).

La croissance de la population des Etats membres d'AFRISTAT en particulier, et celle des pays d'Afrique subsaharienne en général, crée d'importants besoins pour les pays. La demande en énergie pour l'éclairage et la cuisson augmente alors que la production d'énergie non renouvelable n'augmente pas vite. De 2000 à 2014, la consommation d'énergie a augmenté de 45 % alors qu'en 2017 l'énergie renouvelable représentait environ 20 % de la capacité nette installée en Afrique (Rim Berahab, 2019).

Dans presque tous les pays membres d'AFRISTAT, le ratio de dépendance totale est en baisse, mais reste élevé, depuis 2000 à l'exception du Niger où il est passé de 102,9 % à 109,5 % entre 2000 et 2020. La baisse du ratio de dépendance traduit une augmentation moins rapide de la population en âge de travailler comparativement à la population à charge (population de 0-14 ans et de 65 ans ou plus).

2. ...SOUTENUE PAR UNE FÉCONDITÉ EN REcul MAIS TOUJOURS ÉLEVÉE ET UNE AUGMENTATION DE L'ESPÉRANCE DE VIE...

La baisse de la fécondité dans les pays d'Afrique subsaharienne a débuté bien avant notre période de référence (2000), et en particulier dans les pays membres d'AFRISTAT, même si le recul était modeste et variable selon les pays. Les changements de la fécondité dans les Etats membres d'AFRISTAT se sont opérés à des rythmes différents comme le montre le graphique suivant. Au cours de la période 2015-2020, cinq pays (Burkina Faso, Burundi, Mali, Niger et Tchad) ont un indice synthétique de fécondité supérieur à 5 enfants par femmes et les niveaux les plus faibles, moins de 3 enfants par femmes, sont observés au Cap Vert (2,3 enfants/femme) et à Djibouti (2,8 enfants/femmes).

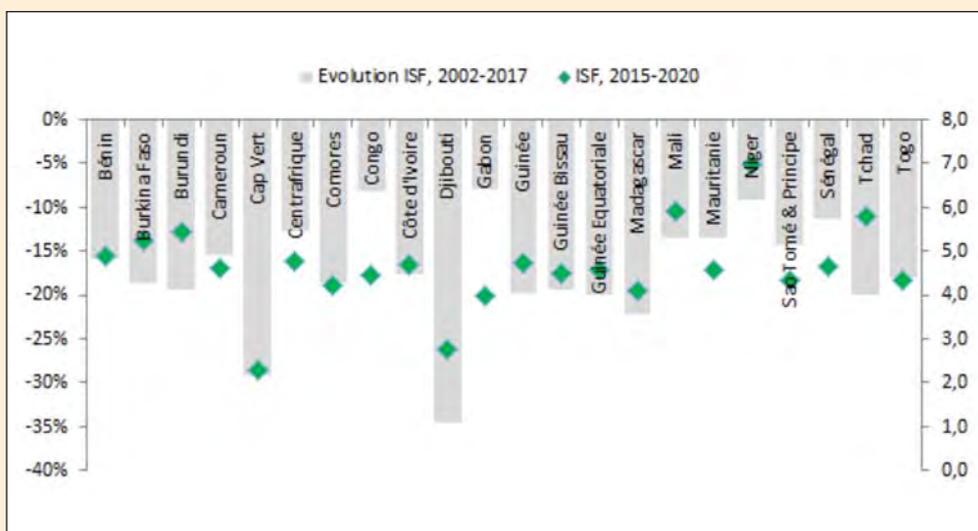
Au cours de 20 dernières années, la fécondité a baissé d'environ un enfant pour l'ensemble des pays membres d'AFRISTAT. La baisse de la fécondité au cours de ces 20 dernières années a atteint plus de 20 % à Djibouti (34,5 %), au Cap Vert (29,2 %) et à Madagascar (22,2 %). En revanche, la baisse est restée faible (moins de 10 % de baisse de l'ISF entre les périodes 2000-2005 et 2015-2020) au Niger, au Congo et au Gabon.

Avec un indice synthétique de fécondité supérieur à 6 enfants par femme en 2000-2005, le Niger, le Tchad, le Mali, le Burundi et le Burkina Faso ont connu des rythmes différents au cours des années. Au Tchad, au Burundi et au Burkina Faso, la baisse a été plus importante (+20 % environ) avec une diminution de plus de 1,2 enfants par femme. En revanche, au Niger et au Mali, la baisse a été modérée avec une diminution de moins de 1 enfant par femme.

La fécondité est précoce dans l'ensemble des pays mais on observe un changement dans la structure de la fécondité. Le taux de fécondité des adolescentes (15-19 ans) permet de rendre compte de la précocité de la fécondité dans les pays.

Le taux de fécondité est supérieur à 100 naissances pour 1000 femmes de 15-19 ans dans la majorité des pays avec des niveaux plus élevés au Niger (186,5 ‰), au Mali (169,1 ‰), au Tchad (161,1 ‰) et en Guinée Equatoriale (155,6 ‰). Djibouti (18,8 ‰) et Burundi (55,6 ‰) présentent le niveau de fécondité des adolescentes le plus faible.

Graphique 2 : Evolution de l'indice synthétique de fécondité dans les Etats membres d'AFRISTAT en 2002 et 2017



³ Marie-France Lange (IRD) & Yacouba Yaro (UERD), Burkina Faso.

Depuis 2000, le taux de fécondité des adolescentes a baissé dans tous les pays membres selon des rythmes différents. La fécondité des adolescentes a baissé de plus de 25 % à Djibouti (-39,1 %), au Cameroun (-29,5 %), aux Comores (-29,1 %), au Sénégal (-27,5 %), à Madagascar (-26,7 %), au Gabon (-25,8 %), au Bénin (-25,6 %) et au Burundi (-25,4 %).

Au Niger et au Mali, malgré le niveau élevé de la fécondité des adolescentes, la baisse est modérée sur la période. En dépit de l'importance de la baisse de la fécondité des adolescentes dans la plupart des pays, le niveau reste relativement élevé.

Le taux net de reproduction correspond au nombre moyen de filles mises au monde par femme et permet de mesurer dans quelles conditions se fait le remplacement des générations. Si le taux net de reproduction est supérieur à 1 alors le remplacement des générations est assuré dans ce pays.

En 2015-2020, on peut dire que le remplacement des générations est assuré dans tous les pays. Le taux net de reproduction est proche de 1 au Cap Vert (1,1 %) et à Djibouti (1,2 %). Par contre, il est supérieur à 2,5 % au Tchad (2,6 %), au Niger (2,7 %) et au Mali (2,9 %).

Deux indicateurs sont utilisés pour apprécier l'amélioration de l'état de santé de la population : le quotient de mortalité des enfants de 0 à 5 ans et l'espérance de vie à la naissance. Des progrès importants ont été réalisés au niveau de la mortalité des enfants de moins de 5 ans même si des inégalités existent encore entre les différentes couches de la population et les différentes régions d'un même pays.

Les progrès sanitaires à la base de la réduction de la mortalité des enfants de moins de cinq ans et, en général de la mortalité générale, a permis une augmentation de l'espérance de vie à la naissance.

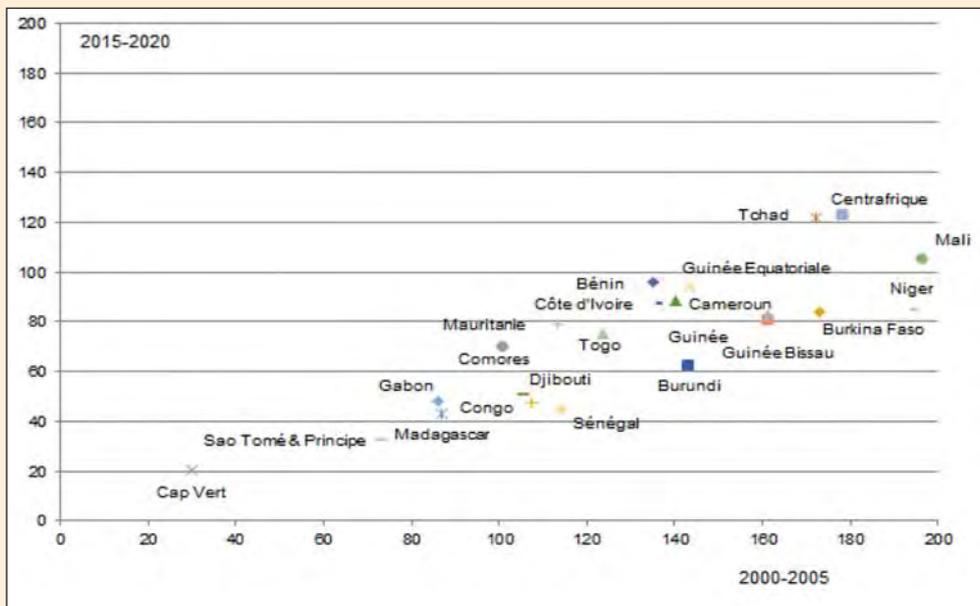
En Afrique subsaharienne, la mortalité des enfants est considérée comme l'un des meilleurs indicateurs pour apprécier le développement social et les inégalités de santé. Le **graphique 3** présente les rythmes de diminution du quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans entre 2000-2005 et 2015-2020 dans les Etats membres d'AFRISTAT.

De façon générale, on observe une baisse dans tous les pays mais une diversité des progrès réalisés en 20 ans. Les progrès dans la réduction de la mortalité des enfants sont dans la majorité des pays importants, avec une baisse située entre 29 % et 50 % soit 14 des 22 pays membres d'AFRISTAT.

Huit pays ont réduit de plus de 50 % la mortalité infanto-juvénile entre 2000-2005 et 2015-2020 : Sénégal (-60,9 %), Niger (-56,4 %), Burundi (-56,3 %), Sao Tomé et Príncipe (-55,8 %), Congo (-55,7 %), Djibouti (-51,8 %), Burkina Faso (-51,6 %) et Madagascar (-50,2 %).

Malgré les performances réalisées, le risque de mortalité dans certains pays reste élevé plus de 100 ‰ au cours de la période 2015-2020 : Tchad (122,9 ‰), Centrafrique (121,9 ‰) et Mali (105,4 ‰), soit plus d'un enfant sur dix qui décède avant son cinquième anniversaire, et faible dans certains pays tels que Cap Vert (20,4 ‰), Sao Tomé et Príncipe (32,3 ‰), Madagascar (43,2 ‰), Sénégal (44,6 ‰), Congo (47,5 ‰) et Gabon (47,9 ‰).

Graphique 3 : Evolution des quotients de mortalité des enfants de moins de cinq ans (‰) dans les Etats membres de 2000-2005 à 2015-2020



L'amélioration de l'état de santé de la population se traduit par une augmentation de l'espérance de vie à la naissance. Sur la période 2000-2005 et 2015-2020, l'espérance de vie à la naissance a augmenté d'en moyenne 7,3 ans dans l'ensemble des pays membres avec des performances variées. Un gain de plus de 10 ans au Niger et au Congo, contre moins de 5 ans en Guinée Equatoriale, en Mauritanie et au Cap Vert. En 2000-2005, 13 pays sur 22 avaient une espérance de vie à la naissance inférieure à 55 ans, 15 ans après seulement deux pays (la Centrafrique et le Tchad) ont une espérance de vie à la naissance inférieure à 55 ans.

En 2015-2020, l'espérance de vie se situe autour de 70 ans au Cap Vert

(72,7 ans), à Sao Tomé et Príncipe (70,0 ans) et Sénégal (67,5 ans) soit plus de 15 ans d'écart avec la Centrafrique (52,7 ans) et le Tchad (53,8 ans).

Les espérances de vie à la naissance des femmes sont meilleures que celles des hommes dans tous les pays membres d'AFRISTAT et sur les deux périodes, avec un avantage de 2,8 ans en moyenne sur la période 2000-2005 et de 3,2 ans en moyenne sur la période 2015-2020.

Dans la majorité des pays, l'avantage des femmes sur les hommes s'est accentué entre 2000-2005 et 2015-2020, particulièrement en Centrafrique, au Gabon, à Djibouti et en Guinée en raisons des progrès liés à la réduction de la mortalité maternelle et de la surmortalité féminine entre 1 et 5 ans.

Bibliographie

BAD (2016). *Les énergies renouvelables pour éclairer la vie des femmes en Afrique*. Un rapport centré sur la parité hommes femmes dans le secteur des énergies renouvelables, pages 26.

D. Tabutin, B. Schoumaker (2020). *La démographie de l'Afrique subsaharienne au XXIe siècle*. Bilan des changements de 2000 à 2020, perspectives et défis d'ici 2050, dans POPULATION Edition française, Vol 75, N° 2-3, pages 169 à 295.

Gilles Pison (2019). *Tous les pays du monde (2019), Population & Sociétés*. Bulletin mensuel d'information de l'Institut national d'études démographiques, N° 569.

Marie-France Lange & Yacouba Yaro (2003). *L'évolution de l'offre et de la demande d'éducation en Afrique subsaharienne*. Quatrième Conférence africaine sur la population, UAPS/UEPA, Tunisie, 8-12 décembre 2003.

François Héran (2018). *L'Europe et le spectre des migrations subsahariennes (2018), Population & Sociétés*. Bulletin mensuel d'information de l'Institut national d'études démographiques, N° 558.

Rim Berahab (2019). *Energies renouvelables en Afrique : Enjeux, défis et opportunités*. Policy center for the New south, Policy Paper, PP-19/06, page 36.

ANNEXES

Tableau 1 : Evolution des densités de population, des effectifs de population et des taux d'accroissement naturel de 1960 à 2020 des Etats membres d'AFRISTAT

Pays	Densité (habitants / km ²)						Population totale (en millions)						Proportion des enfants scolarisable (%)			Proportion des jeunes de 15-35 ans (%)			Proportion des 15-64 ans (%)			Ratio de dépendance total [2] (%)			Taux de croissance de la population (%)				
	1960	1990	2000	2010	2015	2020	1960	1990	2000	2010	2015	2020	Age [1]	2000	2010	2020	2000	2010	2020	2000	2010	2020	2000	2010	2020	2000	2010	2020	2000-2005
Bénin	21,6	44,2	60,9	81,6	93,8	107,5	2,4	5,0	6,9	9,2	10,6	12,1	6-11	16,9	16,6	16,1	33,7	34,5	35,3	51,6	52,9	54,8	93,8	88,9	82,6	3,0	2,7		
Burkina Faso	17,7	32,2	42,4	57,0	66,2	76,4	4,8	8,8	11,6	15,6	18,1	20,9	7-12	16,7	16,7	16,7	34,4	34,8	35,3	50,5	51,3	53,2	98,2	94,9	87,9	2,9	2,9		
Burundi	109,0	211,8	248,4	337,8	395,6	463,0	2,8	5,4	6,4	8,7	10,2	11,9	7-12	19,3	15,9	16,8	31,7	37,5	35,9	47,4	52,7	52,4	110,8	89,8	91,0	2,9	3,1		
Cameroun	11,0	24,9	32,8	43,0	49,3	56,2	5,2	11,8	15,5	20,3	23,3	26,5	6-11	17,2	16,4	16,3	34,5	36,2	36,2	51,8	53,5	55,2	93,2	87,0	81,1	2,7	2,6		
Cap Vert	50,1	83,9	106,2	122,2	130,2	138,0	0,2	0,3	0,4	0,49	0,52	0,56	6-11	17,9	12,9	11,4	34,9	40,2	37,6	52,0	62,4	67,1	92,2	60,4	49,0	1,6	1,2		
Centrafrique	2,4	4,5	5,8	7,0	7,2	7,8	1,5	2,8	3,6	4,4	4,5	4,8	6-11	16,2	16,9	17,1	35,0	35,2	36,5	53,2	52,9	53,7	88,0	89,0	86,4	2,1	1,4		
Comores	102,7	221,2	291,4	370,6	417,8	467,3	0,2	0,4	0,5	0,7	0,8	0,9	6-11	16,9	15,6	15,3	34,9	36,6	36,3	53,0	56,0	57,9	88,7	78,6	72,8	2,4	2,2		
Congo	3,0	6,9	9,2	12,5	14,2	16,2	1,0	2,4	3,1	4,3	4,9	5,5	6-11	15,8	15,6	16,3	37,2	36,0	33,9	55,1	55,8	56,0	81,4	79,1	78,7	2,9	2,6		
Côte d'Ivoire	11,0	37,5	51,7	64,6	73,0	83,0	3,5	11,9	16,5	20,5	23,2	26,4	6-11	16,3	16,9	15,8	34,4	35,0	36,5	53,5	53,5	55,6	86,8	86,8	79,8	2,2	2,5		
Djibouti	3,6	25,5	31,0	36,2	39,4	42,6	0,1	0,6	0,7	0,8	0,9	1,0	6-10	13,5	10,9	9,7	36,5	39,9	37,5	56,0	63,6	66,4	78,5	57,2	50,6	1,8	1,6		
Gabon	1,9	3,7	4,8	6,3	7,6	8,6	0,5	0,9	1,2	1,6	1,9	2,2	6-11	16,0	14,0	14,3	34,0	37,7	35,2	53,8	58,5	59,2	86,0	71,0	68,9	2,5	2,7		
Guinée	14,2	25,9	33,5	41,5	46,5	53,4	3,5	6,4	8,2	10,2	11,4	13,1	7-12	16,9	17,3	16,2	32,4	34,0	36,9	50,1	50,8	54,0	99,5	96,9	85,2	2,0	2,8		
Guinée Bissau	21,9	34,7	42,7	54,1	61,8	70,0	0,6	1,0	1,2	1,5	1,7	2,0	7-12	16,8	15,7	15,9	33,9	36,5	36,3	51,7	54,1	55,2	93,6	84,7	81,2	2,3	2,5		
Guinée Equatoriale	9,1	14,9	21,6	33,6	41,7	50,0	0,3	0,4	0,6	0,9	1,2	1,4	7-12	14,3	13,5	13,5	36,2	39,2	41,0	55,7	58,6	60,8	79,5	70,6	64,4	4,2	3,7		
Madagascar	8,8	19,9	27,1	36,4	41,7	47,6	5,1	11,6	15,8	21,2	24,2	27,7	6-10	14,3	14,2	12,9	34,4	34,9	36,4	51,9	53,6	56,8	92,7	86,4	75,9	3,0	2,7		
Mali	4,3	6,9	9,0	12,3	14,3	16,6	5,3	8,4	10,9	15,0	17,4	20,3	7-12	16,5	16,7	17,6	34,1	33,9	33,7	50,1	49,8	50,5	99,5	100,9	98,0	3,1	3,0		
Mauritanie	0,8	2,0	2,6	3,4	3,9	4,5	0,9	2,0	2,6	3,5	4,0	4,6	6-11	16,6	15,6	15,3	35,3	36,3	35,6	53,2	55,6	57,1	87,9	79,8	75,0	2,8	2,8		
Niger	2,7	6,3	8,9	13,0	15,8	19,1	3,4	8,0	11,3	16,5	20,0	24,2	7-12	16,4	17,4	17,9	31,0	30,6	32,4	49,3	47,5	47,7	102,9	110,7	109,5	3,7	3,8		
Sao Tomé & Príncipe	67,0	124,2	148,2	187,9	207,7	228,3	0,06	0,12	0,14	0,18	0,2	0,22	6-11	17,0	16,8	16,6	36,5	35,6	34,4	52,3	53,6	55,2	91,0	86,6	81,0	2,0	1,9		
Sénégal	16,7	39,1	50,9	65,9	75,7	87,0	3,2	7,5	9,8	12,7	14,6	16,7	7-12	16,6	15,9	16,2	35,0	35,8	35,2	52,1	53,3	54,3	92,0	87,5	84,2	2,5	2,8		
Tchad	2,4	4,7	6,6	9,5	11,2	13,0	3,0	6,0	8,4	12,0	14,1	16,4	6-11	17,8	18,2	17,7	32,0	33,4	35,3	48,3	48,7	51,0	107,2	105,4	96,0	3,8	3,0		
Togo	29,1	69,4	90,5	118,1	134,6	152,2	1,6	3,8	4,9	6,4	7,3	8,3	6-11	16,2	16,2	15,8	36,1	35,8	35,5	53,9	54,5	56,5	85,6	83,5	77,1	2,6	2,5		

Source: World population prospects : Révision de 2019 (<http://esa.un.org/unpd/wpp>)

Note : [1] Age officiel de scolarisation selon la législation en vigueur dans chaque pays.

[2] Ratio de dépendance total est le rapport des populations 0-14 ans et 65 ans ou plus pour 100 habitants de 15 à 64 ans.

Tableau 2 : Evolution de l'ISF, des taux de fécondité spécifiques par âge et des taux de migration dans les Etats membres d'AFRISTAT

Pays	Période	ISF [1]	Taux de fécondité spécifiques par âge (%)						Taux de reproduction net [2]	Taux de migration (%)	
			15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans			45-49 ans
Bénin	2000-2005	5,8	115,7	260,0	273,6	236,3	163,1	80,1	28,1	2,3	0,7
	2015-2020	4,9	86,1	227,9	267,2	205,0	119,7	50,7	16,8	2,0	-0,2
Burkina Faso	2000-2005	6,4	137,1	275,6	277,5	251,6	195,4	112,5	36,5	2,3	-2,0
	2015-2020	5,2	104,3	232,8	254,9	211,9	153,6	70,3	18,5	2,2	-1,3
Burundi	2000-2005	6,8	74,5	261,3	304,7	291,1	242,4	143,5	36,6	2,5	-0,7
	2015-2020	5,5	55,6	210,4	245,3	234,4	199,5	115,5	29,4	2,3	0,2
Cameroun	2000-2005	5,5	150,0	257,9	254,6	213,1	138,8	58,0	17,7	2,1	-0,7
	2015-2020	4,6	105,8	211,2	210,0	187,8	138,6	50,5	16,6	1,9	-0,2
Cap Vert	2000-2005	3,2	93,9	159,6	149,8	113,6	80,6	43,8	4,8	1,5	-4,4
	2015-2020	2,3	73,8	116,0	120,0	74,0	46,5	24,8	2,7	1,1	-2,5
Centrafrique	2000-2005	5,5	148,0	250,3	236,8	201,1	140,4	80,7	32,8	1,9	-1,3
	2015-2020	4,8	129,1	218,3	206,5	175,5	122,5	70,4	28,6	1,9	-8,6
Comores	2000-2005	5,2	92,2	191,6	234,1	227,9	172,0	90,1	32,1	2,1	-3,5
	2015-2020	4,2	65,4	172,8	193,8	208,2	122,8	56,5	27,9	1,9	-2,4
Congo	2000-2005	4,9	121,6	213,8	210,5	191,8	139,7	71,4	21,2	1,9	3,1
	2015-2020	4,5	112,2	197,2	194,3	176,9	129,0	65,9	14,5	2,0	-0,8
Côte d'Ivoire	2000-2005	5,7	137,4	241,7	259,3	226,2	165,6	80,8	25,0	2,2	-3,4
	2015-2020	4,7	117,6	200,1	208,1	191,8	134,4	64,9	19,1	2,0	-0,3
Djibouti	2000-2005	4,2	30,9	107,2	192,4	237,6	175,3	69,9	28,7	1,7	-2,4
	2015-2020	2,8	18,8	63,5	121,4	157,0	127,7	49,8	13,3	1,2	0,9
Gabon	2000-2005	4,4	129,7	186,0	192,9	179,5	116,5	56,0	9,4	1,8	3,8
	2015-2020	4,0	96,2	155,5	191,7	164,7	125,0	60,4	6,4	1,8	1,6
Guinée	2000-2005	5,9	165,3	248,0	256,8	228,2	165,8	90,8	27,4	2,2	-8,1
	2015-2020	4,7	135,3	190,0	208,6	187,5	130,5	68,4	27,3	2,0	-0,3
Guinée Bissau	2000-2005	5,6	127,3	229,5	252,3	227,1	161,7	91,8	30,3	2,1	-4,4
	2015-2020	4,5	104,8	177,9	203,1	184,2	140,6	71,2	20,2	1,9	-0,8
Guinée Equatoriale	2000-2005	5,7	178,8	246,1	237,0	184,8	153,7	97,2	40,9	2,2	14,8
	2015-2020	4,6	155,6	211,0	201,4	157,3	108,9	57,5	19,1	1,9	12,4
Madagascar	2000-2005	5,3	149,5	250,6	236,5	190,3	138,1	72,4	18,3	2,2	-0,1
	2015-2020	4,1	109,6	206,1	212,0	149,5	92,5	42,2	9,8	1,9	-0,1
Mali	2000-2005	6,9	186,3	289,0	293,4	261,6	199,7	106,9	33,1	2,4	-1,1
	2015-2020	5,9	169,1	243,8	271,0	223,2	155,6	82,4	39,2	2,4	-2,1
Mauritanie	2000-2005	5,3	93,8	189,7	233,7	226,5	175,9	103,3	37,5	2,2	-0,7
	2015-2020	4,6	71,0	168,4	203,6	207,9	165,4	83,1	17,5	2,0	1,2
Niger	2000-2005	7,7	215,5	327,5	323,1	284,9	219,1	112,6	47,1	2,7	-0,2
	2015-2020	7,0	186,5	307,3	298,0	263,1	200,9	88,4	45,8	2,9	0,2
Sao Tomé & Principe	2000-2005	5,1	110,9	250,9	255,2	195,8	139,7	56,4	6,1	2,2	-11,2
	2015-2020	4,4	94,6	217,3	200,0	162,1	122,8	66,5	6,7	2,0	-8,0
Sénégal	2000-2005	5,3	100,3	207,8	239,1	222,8	168,9	89,4	21,7	2,1	-3,9
	2015-2020	4,7	72,7	180,2	220,7	200,0	152,3	82,1	22,0	2,1	-1,3
Tchad	2000-2005	7,2	209,7	337,0	325,4	294,4	188,6	74,0	18,4	2,6	4,7
	2015-2020	5,8	161,1	258,7	254,9	219,1	166,2	76,7	22,9	2,2	0,1
Togo	2000-2005	5,3	93,6	227,0	258,3	211,3	162,0	80,9	28,1	2,1	-1,3
	2015-2020	4,4	89,1	198,6	227,2	167,1	119,5	56,2	12,6	1,9	-0,3

Source : World population prospects : Révision de 2019 (<http://esa.un.org/unpd/wpp>)

Note : [1] Indice synthétique de fécondité (ISF) est le nombre moyen d'enfants qu'aurait une femme en fin de vie féconde si elle avait des enfants aux taux de fécondité actuels par âge. [2] Taux net de reproduction correspond nombre moyen de filles mises au monde par une femme qui serait soumise à chaque âge, durant sa vie féconde, aux conditions de fécondité et de mortalité observées durant l'année considérée.

Tableau 3 : Evolution du taux de mortalité des moins de 5 ans, de l'espérance de vie à la naissance et de la population urbaine dans les Etats membres d'AFRISTAT

Pays	Taux de mortalité infanto-juvénile [1] (%)		Espérance de vie à la naissance (année)					
			Deux sexes		Homme		Femme	
	2000-2005	2015-2020	2000-2005	2015-2020	2000-2005	2015-2020	2000-2005	2015-2020
Bénin	135,1	95,7	56,2	61,3	54,6	59,8	57,7	62,8
Burkina Faso	173,0	83,7	51,6	60,9	50,5	60,1	52,6	61,6
Burundi	143,1	62,5	51,4	61,0	49,9	59,2	52,9	62,8
Cameroun	140,4	88,3	51,8	58,8	50,5	57,5	53,1	60,0
Cap Vert	29,8	20,4	69,9	72,7	66,2	69,2	73,3	75,9
Centrafrique	172,1	121,9	44,1	52,7	42,9	50,5	45,3	54,9
Comores	100,5	70,0	59,6	64,0	58,0	62,3	61,2	65,8
Congo	107,3	47,5	53,3	64,2	52,3	62,7	54,3	65,6
Côte d'Ivoire	136,0	87,1	49,5	57,2	48,0	56,1	51,2	58,6
Djibouti	105,5	50,9	57,3	66,5	55,9	64,6	58,8	68,7
Gabon	86,2	47,9	57,6	66,1	56,3	64,0	58,9	68,2
Guinée	161,1	80,7	51,3	61,0	51,3	60,3	51,3	61,5
Guinée Bissau	161,0	82,4	51,4	57,8	48,8	55,8	53,8	59,7
Guinée Equatoriale	143,5	93,8	54,0	58,2	52,8	57,3	55,2	59,4
Madagascar	86,8	43,2	60,0	66,5	58,8	64,9	61,3	68,1
Mali	196,4	105,4	50,0	58,7	49,3	58,0	50,6	59,5
Mauritanie	113,2	78,8	60,9	64,6	59,1	63,0	62,8	66,2
Niger	193,9	84,6	51,6	61,8	50,9	60,7	52,3	63,0
Sao Tomé & Príncipe	73,1	32,3	63,1	70,0	61,0	67,7	65,1	72,5
Sénégal	114,0	44,6	58,9	67,5	57,3	65,3	60,6	69,4
Tchad	178,0	122,9	48,0	53,8	46,8	52,4	49,2	55,2
Togo	123,6	75,4	53,9	60,5	53,0	59,7	54,7	61,4

Source: World population prospects : Révision de 2019 (<http://esa.un.org/unpd/wpp>)

Note : [1] Taux de mortalité infanto-juvénile est la probabilité de décéder entre la naissance et le cinquième anniversaire.

Nouvelles d'AFRISTAT

Visites

Visite de courtoisie et de travail du Directeur Général d'AFRISTAT au Bénin

■ Le Directeur Général d'AFRISTAT a effectué du 8 au 15 février 2021 une mission à l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse économique (INSAE).

Cette visite de coordination menée dans les Etats membres vise le recueil des besoins spécifiques d'assistance technique de l'Observatoire au Bénin en 2021.

Au cours de son séjour, M. Paul-Henri Nguema Meye a tenu plusieurs séances de travail avec la hiérarchie de l'INSAE avec qui les activités du Programme Statistique régional (PSR) 2015-2020 à mener en 2021 et les appuis envisagés dans d'autres domaines ont été évoqués.

Le Directeur Général d'AFRISTAT a été également reçu en audience par M. Abdoulaye Bio Tchane, Ministre d'Etat chargé du Plan et du Développement du Bénin à qui le rapport d'exécution des activités 2020 de l'Observatoire a été fait.

Les contraintes financières qu'AFRISTAT connaît et les actions en cours sur la révision du traité portant création de l'institution.



Visite de courtoisie et de travail du Directeur Général d'AFRISTAT au Gabon



■ M. Paul-Henri Nguema Meye, Directeur Général d'AFRISTAT a séjourné à Libreville du 25 au 28 février 2021 pour recueillir les besoins d'assistance technique du système statistique gabonais pour 2021 et effectuer le plaidoyer auprès des autorités en vue de la mobilisation des contributions au fond AFRISTAT 2016-2025, la sollicitation du soutien des mesures qui découleront des réflexions en cours sur la création et le fonctionnement des organes statutaires de l'Observatoire. A ce titre, des séances de travail ont eu lieu avec M. Prosper Ebang Ebang, Directeur Général de la Statistique, en compagnie de ses principaux collaborateurs. A la fin de son séjour au Gabon, M. Nguema Meye a eu l'opportunité d'échanger avec Mme Nicole Janine Lydie Roboty épouse Mbou, Ministre de l'Economie et de la Relance.

Avec cette dernière, l'exécution des activités en 2020 à AFRISTAT, le rythme de collecte des ressources du Fonds AFRISTAT et les réformes en préparation en vue d'une plus grande efficacité de l'Observatoire ont constitué les points des échanges.

Arrivées



■ M. Bougouna dit Seydou Coulibaly, de nationalité malienne, a pris service le 1^{er} février 2021 à AFRISTAT, en qualité d'agent d'appui à la collecte et saisie des données de la plateforme multisectorielle AFRISTAT-DATABASE dénommée « Super Jupiter ».

Formé au Mali en statistique au Centre de formation et de perfectionnement en statistique

(CFP-STAT), M. Coulibaly a eu à travailler sur le projet Super Jupiter en tant que stagiaire. Après son admission à la fonction publique, il est affecté à l'Institut national de la statistique du Mali (INSTAT) au service des comptes nationaux où il a travaillé sur le traitement des documents statistiques fiscaux (DSF) et le traitement des enquêtes ménages et spécifiques.

Départs

■ M. Cocou Nathanaël Yahannon, statisticien-économiste (ENSEA, Abidjan) a occupé de mars 2019 à décembre 2020 le poste de coordonnateur technique du projet d'appui au Suivi des Objectifs du développement durable en Afrique (SODDA) au sein d'AFRISTAT.

L'objectif général du projet SODDA, financé par le MAEE et piloté par Expertise France en collaboration avec AFRISTAT et l'INSEE, était d'encourager la communauté statistique d'Afrique francophone à développer une réflexion intégrée sur les indicateurs de suivi

des ODD à valoriser dans un cadre continental. M. Yahannon a contribué à améliorer la qualité des statistiques et promouvoir les bonnes pratiques portées par la communauté statistique d'Afrique francophone sur les ODD.

Il a aussi accompagné AFRISTAT dans la poursuite de ses efforts pour le renforcement de ses capacités institutionnelles et de sa visibilité dans la région.

La Direction générale lui souhaite plein succès dans ses nouvelles fonctions.



Activités de la Direction générale

Convention d'exécution des travaux statistiques du PSR-UEMOA 2015-2020

Au cours de l'année 2021, un avenant a été signé jusqu'en décembre 2021 entre d'une part la Commission de l'UEMOA et AFRISTAT, et d'autre part entre AFRISTAT et chacun des Etats membres de l'UEMOA pour la poursuite des activités.

Après la signature de l'avenant prorogeant l'exécution du PSR-UEMOA au 31 décembre 2021, AFRISTAT a initié et obtenu la signature d'un avenant avec chacun des huit pays participants au projet. Afin de permettre le démarrage effectif des activités du PSR-UEMOA en 2021, les budgets rephasés des pays pour tous les volets devaient

requérir l'avis de non objection (ANO) préalable de la Commission. La Direction Générale et les pays étaient engagés dans cet exercice tout au long du trimestre.

L'élaboration et la transmission des budgets rephasés des différents volets comptabilité nationale, statistiques d'entreprises et enquête auprès

des ménages étaient au centre des activités du premier trimestre au niveau des pays et d'AFRISTAT.

Plusieurs pays ont transmis les budgets des activités qu'ils entendent mettre en œuvre en 2021 et sont en attente des ANO.

Projet de renforcement des capacités au Tchad

Au cours de la période sous revue, un webinaire avec les institutions partenaires a été organisé et des statisticiens de l'INSEED ont été accueillis pour un voyage d'étude à AFRISTAT.

■ Webinaire d'évaluation des résultats du changement d'année de base et de migration vers le SCN 2008 du Tchad par les pairs et les institutions partenaires dans le cadre du Projet PDST

AFRISTAT, en collaboration avec ses institutions partenaires, a coordonné un webinaire d'évaluation des résultats du changement d'année de base et de migration vers le SCN 2008 du Tchad. A la demande des autorités tchadiennes, cet atelier virtuel s'est déroulé du 9 au 11 février 2021. Les partenaires ayant participé à ce webinaire sont AFRISTAT, le Département des statistiques du Fonds monétaire international (FMI) / Centre régional d'Assistance technique du FMI pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre), la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD), la CEMAC et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA).

Les pays représentés en tant que pairs sont : Bénin, Gabon, Maroc, Mauritanie, Sénégal, Togo et Tunisie. Le Tchad a également mobilisé un des experts associés qui les ont accompagnés dans le cadre des missions d'assistance technique d'AFRISTAT pour participer au webinaire.

Conformément aux termes de référence, l'objectif général du webinaire était d'évaluer les résultats du changement d'année de base et de migration vers le SCN 2008 du Tchad et de faire des recommandations opérationnelles pour la suite des travaux.

Les travaux du webinaire ont permis de :

- (i) analyser le degré de prise en compte des recommandations du SCN 2008 ;
- (ii) examiner le niveau de couverture des sources de données utilisées pour l'élaboration des



comptes nationaux de la nouvelle année de base ;

- (iii) examiner les méthodes utilisées pour le calcul des différents agrégats ; et
- (iv) formuler des recommandations opérationnelles, à l'issue de l'examen des résultats.

Par ailleurs, les experts et l'équipe technique de l'INSEED se sont accordés sur la nécessité de mettre en œuvre des recommandations d'ordre général et technique en vue de finaliser les résultats obtenus.

■ Voyage d'études des statisticiens de l'INSEED Tchad

Dans le cadre de la poursuite des travaux relatifs à l'INHPC au Tchad, M. Issak Abdelkerim Zakari, Chef de la division des statistiques économiques, M. Douswe Dehainsala, Chef du service des prix et M. Arsene Merci, Chargé d'études, tous cadres de l'INSEED du Tchad, ont effectué un voyage d'étude de renforcement des capacités du 29 mars au 2 avril 2021 à AFRISTAT à Bamako au Mali.

L'objectif général de cette mission était de renforcer leurs capacités de production en matière d'analyse, de gestions des données relatives au calcul de l'INHPC avec l'application Phoenix et de s'imprégner des bonnes pratiques en matière de statistiques des prix à l'INSTAT du Mali.

A la fin de ladite mission les résultats suivants ont été atteints :

- les cadres ont été formés sur la mise à jour des points de vente et la configuration pour l'impression des carnets dans l'application Phoenix ;
- ils ont aussi été formés sur les méthodes d'apurement des données et la gestion des fiches de contrôles dans l'application Phoenix ;
- un partage d'expériences a été réalisé avec les collègues de l'INSTAT du Mali.

A la suite de ce voyage d'études, il est principalement attendu que l'INSEED officialise les nouveaux indices base 2018 afin de remplacer les indices base 2014 et d'alléger la charge de travail liée à l'élaboration des indices base 2014 et base 2018.

Collaboration AFRISTAT / CEA / INSEE / PARIS21

Dans le but de pallier l'absence d'activités d'assistance technique menées habituellement dans le cadre de la coopération, AFRISTAT, l'INSEE, PARIS21 en collaboration avec la CEA ont convenu d'organiser un cycle de conférences audio-visuelles en langue française promouvant l'échange d'expériences. Ces rencontres traitent de sujets opérationnels et méthodologiques d'actualité liés à la COVID-19.

INSEE, AFRISTAT et PARIS21 co-organisent en partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique un cycle de conférences virtuelles sur des sujets d'actualité d'ordre méthodologiques et de coordination dans le

contexte du COVID-19. La sixième conférence organisée les 10 et 11 mars 2021 a porté sur le thème : **Sécurité alimentaire en temps de COVID 19 : quels défis pour la mesure ?**

Ce webinaire a été animé par six panelistes

venant de la FAO, du HCP du Maroc, du CIRAD, de la CPS Agriculture du Mali et d'AFRISTAT.

Les aspects théoriques et pratiques de l'élaboration d'un bilan alimentaire ont été passés en revue.

Autres activités d'AFRISTAT

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

DJIBOUTI

■ Le PNUD Djibouti et AFRISTAT ont signé une lettre d'accord concernant la réalisation d'un projet d'identification des indicateurs ODD pour Djibouti. Les objectifs de ce partenariat sont de :

- (i) faire l'état des lieux des ODD à Djibouti, notamment du cadre institutionnel, des indicateurs disponibles et de leur cadre de suivi et évaluation ;
- (ii) déterminer les gaps à combler en fonctions des capacités nationales disponibles ; et
- (iii) juger de la pertinence de certains indicateurs pour le contexte djiboutien.

Cette activité intervient dans un contexte marqué par la fin de la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) 2015-2019 et l'élaboration du Plan national de développement « DJIBOUTI ICI » couvrant la période 2020-2024. Du 22 février au 4 mars 2021, M. Djabar Dine Adéchian, expert en statistiques sociodémographiques, et M. Nathanaël Yahannon, consultant international ont effectué une mission pour analyser le cadre institutionnel de mise en œuvre des ODD à Djibouti, rencontrer les ministères sectoriels et PTF qui accompagnent le Gouvernement djiboutien et prioriser les cibles et les indicateurs des ODD.

Les résultats provisoires des consultations sectorielles pour la priorisation des cibles et des indicateurs ont fait l'objet d'une restitution le jeudi 4 mars 2021 au Palais du peuple à Djibouti, sous la présidence des Secrétaires généraux du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération et du Ministère de l'Economie et des Finances chargé de l'Industrie en présence de la Représentante résidente du Bureau de la Coordination du système des Nations Unies à Djibouti et de la Représentante résidente du PNUD.

Ont pris part à cette restitutions les structures sec-

torielles, l'Institut de la Statistique de Djibouti, la Cour des comptes et les agences du système des Nations Unies.

L'élaboration du rapport de priorisation des cibles et des indicateurs des objectifs de développement durable est en cours.

GABON

■ Une mission d'AFRISTAT réalisée par Ibrahim Sory, Expert en comptabilité nationale, s'est déroulée du 19 au 22 janvier 2021 à Libreville au Gabon, dans le cadre d'une évaluation et d'un diagnostic des comptes nationaux.

Conformément aux termes de référence de la mission, l'objectif global était de faire le diagnostic des comptes nationaux dans le cadre du changement d'année de base et de la migration vers le SCN 2008, ainsi que la proposition d'une feuille de route à la Direction générale de la Statistique (DGS) pour le démarrage du processus.

Les travaux de la mission ont permis de :

- (i) analyser le dispositif institutionnel et organisationnel en relation avec les comptes nationaux ;
- (ii) décrire les moyens de travail du service de la comptabilité nationale ;
- (iii) analyser l'état actuel de production des comptes nationaux ;
- (iv) faire l'état des lieux des sources de données utilisées pour l'élaboration des comptes nationaux ;
- (v) proposer une feuille de route pour l'élaboration des comptes nationaux selon le SCN 2008.

MALI

■ M. Serge Jean Edi, expert économiste principal a participé à un appui en ligne à la Direction

nationale de la Planification du développement (DNPd) du Mali en collaboration avec AFRITAC de l'Ouest pour la réalisation du cadrage macroéconomique du 8 au 19 février 2021.

Cet appui a permis d'accompagner l'équipe de la DNPd à corriger le modèle MME DNPd, à mettre à jour les données récentes, à réaliser le cadrage macroéconomique avec des résultats partiels des comptes prévisionnels des années 2020 et 2021 et un chronogramme des tâches à accomplir jusqu'en juin 2021.

■ MM. Roland Frédéric Ngampana et Ibrahim Sory, respectivement expert chargé des statistiques d'entreprises et expert en comptabilité nationale, ont pris part, du 24 mars au 4 avril 2021, aux travaux d'élaboration des outils techniques de la phase du dénombrement organisés à Koulikoro (Mali) par l'Institut national de la Statistique (INSTAT) dans le cadre de la poursuite des activités du recensement général des unités économiques (RGUE).

L'appui apporté aux cadres de l'INSTAT ont permis :

- (i) d'élaborer le questionnaire général qui servira à dénombrier les unités économiques,
- (ii) d'élaborer les questionnaires des enquêtes spécifiques pour les unités de production marchande et non marchande pour les besoins des comptes nationaux ainsi que les questionnaires conjoncturels pour les besoins de la production régulière des indicateurs conjoncturels d'activité.

Cet appui a également permis de définir la stratégie d'administration du questionnaire général à travers le lien entre les différents modules et la sélection des unités économiques éligibles aux enquêtes spécifiques de la comptabilité nationale.



25 ans

AFRISTAT
1996 - 2021

A VOS CÔTÉS !
Pour une production statistique de qualité

Activités internationales

■ Séminaire régional de formation en ligne sur les méthodes alternatives de collecte de données sur l'IPC

MM. Tchadéléki Biabalo Bahazé-Dao et Roland Frédéric Ngampana, respectivement expert en statistiques des prix et expert en charge des statistiques d'entreprises à AFRISTAT, ont participé au séminaire régional de formation en ligne sur les méthodes alternatives de collecte de données sur l'IPC.

Ce séminaire organisé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), en collaboration avec l'Institut national de la Statistique et des Études économiques (Insee France), l'Office des statistiques nationales du Royaume Uni (ONS-UK) et d'autres partenaires, s'est déroulé du 25 janvier au 4 février 2021.

Il avait pour objectif de renforcer les capacités techniques des pays africains sur l'utilisation des méthodes alternatives de collecte de données sur les prix, en se concentrant en particulier sur l'utilisation d'enquêtes téléphoniques, de données scannées et de collecte en ligne.

Les travaux se sont déroulés en 15 sessions qui ont couvert les aspects liés aux données de caisse, la collecte en ligne et la collecte par téléphone.

Ce séminaire en ligne a connu la participation de plus de 100 participants provenant pour la plupart des 54 pays africains et des organisations sous régionales.

■ Conférence internationale sur la comptabilité nationale et ses implications dans la vie publique

AFRISTAT a organisé, du 3 au 4 février 2021, une Conférence internationale sur la comptabilité nationale, sous forme de webinaire.

Le thème principal a porté sur *La comptabilité nationale et ses implications dans la vie publique*.

Étaient présents à cette réunion les comptables nationaux des Etats membres ou non. Ont également pris part aux travaux les représentants des institutions partenaires : Commission de la CEMAC, Commission de l'UEMOA, Banque mondiale, FMI, Banque Africaine de Développement (BAD) et l'INSEE.

L'objectif général de la conférence était de mettre en exergue l'utilité de la comptabilité nationale dans la vie courante en présentant, autant que possible, les efforts déployés pour veiller à la pertinence des méthodes de construction et à l'exactitude des résultats.

Les présentations des panélistes ont été circonscrit aux grands thèmes suivants :

- Thème 1 : *La problématique de l'exactitude des données de comptabilité nationale*
- Thème 2 : *Evolution des cadres de construction des comptes nationaux : nécessité ou fantaisie ?*

Concernant les présentations, les panélistes ont abordé plusieurs sujets, qui ont été suivis d'échanges très animés.

Leurs titres étaient :

- a. Comment est assurée la qualité dans le processus de production des comptes nationaux ?
- b. Intégration du secteur informel dans les comptes nationaux.
- c. La prise en compte des statistiques des finances publiques dans le PIB : cas du Sénégal.
- d. Production en volume : méthodologie de calcul pour l'administration publique.
- e. Comptabilité nationale et suivi des politiques socio-économiques.
- f. Une nouvelle mesure de la croissance inclusive : application sur les Etats membres de l'UEMOA.
- g. La logique de construction du PCI et la présentation des principaux résultats de la région Afrique au cours des derniers rounds.
- h. Perspectives de la prochaine révision du SCN.

■ 38^e Réunion ordinaire du Comité technique de l'AMAO

M. Serge Jean Edi, expert économiste principal a participé à la 38^e réunion ordinaire conjointe du Comité chargé des affaires économiques et monétaires et du Comité chargé de l'administration de l'Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) qui s'est tenue par visio-conférence, du 10 au 12 février 2021.

La réunion qui rassemblait les représentants des Banques centrales et ministères des pays membres de l'AMAO (les 15 pays de la CEDEAO), ainsi que plusieurs structures en qualité d'observateurs, dont AFRISTAT, a permis d'examiner plusieurs projets de rapports avant de préparer la réunion des Gouverneurs par la finalisation d'un projet de rapport devant figurer à l'ordre du jour.

■ Réunion technique sur la qualité de l'indice harmonisé des prix à la consommation

M. Tchadéléki Biabalo Bahazé-Dao, expert en statistiques des prix à AFRISTAT, a participé du 1^{er} au 2 mars 2021 à une réunion technique par visio-conférence sur la Qualité de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC).

Cette réunion technique était organisée par la Commission de l'UEMOA avec l'appui technique d'AFRISTAT. Ont pris part à cette réunion, des représentants de chaque Institut national de la Statistique (INS) des Etats membres de l'UEMOA. La réunion a eu pour objectif principal d'échanger sur la qualité de l'IHPC et les améliorations à apporter pour assurer la cohérence entre l'indice global, les indices des fonctions et ceux des autres rubriques des nomenclatures principales au niveau national.

Par ailleurs, AFRISTAT a proposé une maquette en Excel, accompagnée d'un guide d'utilisateur à l'attention des pays afin d'assurer la cohérence entre l'indice global, les indices des fonctions et ceux des autres rubriques des nomenclatures principales au niveau national.

■ Séminaire régional virtuel en analyse macroéconomique et budgétaire de l'AFRITAC de l'Ouest

M. Serge Jean Edi, expert économiste principal a participé à un séminaire régional virtuel en analyse macroéconomique et budgétaire organisé par AFRITAC de l'Ouest du 1^{er} au 5 mars 2021.

La rencontre qui a porté sur les prévisions budgétaires, a réuni par Etat membre, un macroéconomiste, deux cadres en charge des travaux budgétaires, deux des régies financières et un de la programmation des investissements ainsi que des représentants de la BCEAO, d'AFRISTAT, d'AFRITAC de l'Ouest et de la Commission de l'UEMOA.

L'objectif général du séminaire est de renforcer la qualité des prévisions budgétaires en vue d'améliorer la crédibilité des budgets des Etats membres.

Les travaux ont permis de :

- (i) renforcer les capacités des principaux acteurs sur la prévision des recettes, des dépenses budgétaires et des opérations de financement ;
- (ii) partager les expériences de chaque pays sur la qualité des outils et des processus mis en place pour l'élaboration des prévisions budgétaires ;
- (iii) identifier les pistes d'actions pour rendre plus performants les outils et les processus des prévisions budgétaires des pays.

■ 52^e session de la Commission statistique des Nations Unies

L'Observatoire a participé à la 52^e session de la Commission statistique des Nations Unies du 1^{er} au 3 mars et 5 mars 2021.

Une forte équipe d'AFRISTAT, conduite par son Directeur Général, a pu participer à cette rencontre qui s'est déroulée virtuellement.

Les aménagements proposés dans la production des statistiques courantes en générale ont été discutés et des décisions consensuelles ont été prises. Des discussions ont également eu lieu en ce qui concerne les statistiques émergentes avec les mêmes résultats.

Au cours de cette session de la Commission statistique, la région Afrique a particulièrement brillé par une bonne organisation manifestée par des prises de positions unanimes.

■ 3^e webinaire sur la stratégie de coordination des partenaires

Le 3^e webinaire de l'équipe de travail de haut niveau sur la stratégie de coordination des partenaires (quoi de neuf pour les agences statistiques officielles) s'est déroulé le 12 mars 2021.

M. Nguema Meye Paul-Henri, Directeur Général, y a représenté AFRISTAT.

Ces travaux visaient à :

- (i) discuter d'un modèle théorique de coordination suite à la présentation de quatre expériences nationales de coordination statistique ;
- (ii) identifier les domaines prioritaires de mesure de la coordination statistique sachant que

l'écosystème de production de données actuel implique une variété d'acteurs avec chacun ses spécificités.

Plus tard, l'équipe de travail proposera, pour les domaines prioritaires retenus, des méthodologies de calcul des indicateurs de suivi de la coordination.

■ **Réunion virtuelle sur l'élaboration des comptes nationaux trimestriels pour les pays francophones de l'Union africaine**

M. Serge Jean Edi, expert économiste principal, a participé à un atelier en ligne organisé par la Commission de l'Union africaine (CUA) pour évaluer la mise en œuvre des différentes recommandations formulées au cours des précédents séminaires à l'endroit des pays et des partenaires techniques et financiers.

L'atelier s'est tenu les 16 et 17 mars 2021 et a réuni les comptables nationaux des pays francophones, des CER, des experts du PAS et

d'AFRISTAT.

Les travaux ont permis:

- (i) d'évaluer les progrès réalisés par les pays dans l'élaboration des CNT ;
- (ii) d'évaluer l'impact de la COVID-19 sur l'élaboration des CNT ainsi que la mise en œuvre des orientations du Guide élaboré par l'Union africaine pour aider ses Etats membres dans l'estimation des comptes nationaux trimestriels (CNT) dans le contexte de la COVID-19 ;
- (iii) d'évaluer les progrès réalisés par les pays dans la production de CNT dessaisonnalisés ; et
- (iv) de présenter brièvement la méthodologie des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières pour les CER et l'UA en cours d'élaboration.

■ **53^e session de la conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique**

Le Directeur Général d'AFRISTAT a pris part à la 53^e session de la conférence des ministres africains des finances, de la planification et du déve-

loppement économique qui s'est déroulé à Addis-Abéba du 17 au 23 mars 2021.

Cette session s'est déroulée sous un format hybride compte des restrictions concernant la taille des rassemblements eu égard à la crise sanitaire et elle intégrait la 33^e réunion préparatoire des experts.

Le thème officiel arrêté pour cette session était : *L'industrialisation et la diversification durable de l'Afrique à l'ère du numérique dans le contexte du COVID-19.*

Cette rencontre s'est focalisée sur la nécessité de parvenir à une croissance économique africaine rapide grâce à une industrialisation et une diversification respectueuses de l'environnement, tout en tirant partie de la numérisation.

Tous les participants étaient d'accord pour dire que le début des échanges commerciaux au sein de la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECA) le 1^{er} janvier 2021 marque un tournant favorable dans la poursuite du processus d'industrialisation du continent.

Échos des instituts nationaux de statistique

■ **BENIN**
www.insae-bj.org

■ **Nomination d'un nouveau Directeur Général Adjoint à l'INSAE du Bénin**

Le Conseil des Ministres du Bénin a nommé, le 6 janvier 2021, M. Jules Daga, comme nouveau Directeur Général Adjoint de l'INSAE.

Il succède ainsi à Mme Armelle Ahamide Meangoua, DGA sortante et promu au poste de Secrétaire Général du Ministère du Plan et du Développement de son pays.

Titulaire d'un Master en démographie à l'IFORD de Yaoundé, M. Jules Daga est entré à l'INSAE en 2007 et a occupé par le passé, les fonctions de Directeur du traitement de l'information et des publications (DTIP) et de Directeur de la coordination statistique, de la formation et de la recherche (DCSFR).

■ **Mission au Bénin du Directeur Général d'AFRISTAT**

Le Directeur Général d'AFRISTAT a effectué du 8 au 15 février 2021 une mission à l'Institut national de la Statistique et de l'Analyse économique (INSAE).

Cette visite de M. Paul-Henri Nguema Meye s'inscrit dans le cadre de la coordination des activités menées par AFRISTAT dans les Etats membres en vue du recueil des besoins spécifiques d'assistance technique aux pays en 2021.

Au cours de son séjour, M. Nguema Meye a tenu plusieurs séances de travail avec la Direction générale et les Directions techniques de l'INSAE, principalement sur le Programme Statistique régional (PSR) 2015-2020.

Ce programme prend en compte la comptabilité nationale, les statistiques d'entreprises et l'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI).

Le Directeur Général d'AFRISTAT a été également reçu en audience par M. Abdoulaye Bio Tchane, Ministre d'Etat chargé du Plan et du Développement du Bénin.

■ **Renforcement de capacités en informatique**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la SNDS_III, l'INSAE a abrité le 12 janvier 2021 une série de formations dont celle en informatique sur les logiciels de développement Web au profit de son personnel et du personnel technique de la statistique des structures sectorielles.

Cette série de formations, qui est une première dans l'histoire de l'INSAE, a été réalisée grâce à l'appui financier de l'Union Européenne. Elle visait à renforcer les capacités des participants sur les logiciels informatiques afin qu'ils soient capables d'accompagner le personnel statisticien dans le développement des applications devant permettre à leurs différentes structures de répondre plus efficacement face aux défis et exigences tech-

nologiques du moment : progiciels de saisie, de traitement, de diffusion et d'archivage des données statistiques.

■ **Réalisation de l'étude de base du projet SWEDD-Bénin**

Dans le cadre de l'alimentation du dispositif de suivi-évaluation du projet d'Autonomisation des femmes et du dividende démographique au Sahel, SWEDD- Bénin, l'INSAE a lancé mi-mars, la réalisation d'une étude de référence.

Cette enquête vise à établir la situation de base détaillée assortie d'une cartographie en proposant les valeurs de référence pour les indicateurs d'impacts, conformément au cadre du résultat du projet.

De façon spécifique, elle vise à collecter les informations socioculturelles des ménages et permettra de disposer d'informations pour renseigner les indicateurs du projet et analyser la vulnérabilité des ménages.

Le projet SWEDD-Bénin est une initiative régionale mise en œuvre dans sept pays, qui bénéficie du soutien financier de la Banque mondiale et vise à renforcer l'autonomisation des femmes, à travers des activités éducatives sur la santé sexuelle et reproductive, l'accompagnement des filles dans la scolarisation et le développement des activités génératrices de revenus.

■ CAMEROUN

www.statistics-cameroon.org

Atelier d'appropriation des nouveaux instruments de gestion de la performance à l'Institut national de la Statistique

L'Institut national de la Statistique (INS) du Cameroun a organisé le 21 janvier 2021 un atelier d'appropriation des nouveaux instruments de gestion de la performance. Cet atelier a connu la participation des responsables des services centraux et agences régionales.

Le Directeur Général a ouvert les travaux. A sa suite, quatre exposés ont été présentés par des responsables de l'INS et ont porté sur les thématiques suivantes :

- (i) Loi statistique en rapport avec la SNDS 2020 - 2030 ;
- (ii) Contexte d'élaboration du PPA 2021 de l'INS: contenus et innovations ;
- (iii) Innovations de la Circulaire relative à l'exécution du Budget 2021 ; et
- (iv) Innovations liées aux procédures financières et comptables applicables aux établissements publics administratifs.

Les débats ont conduit aux recommandations suivantes : la nécessité de s'approprier la nouvelle loi statistique en rapport avec la Stratégie nationale de développement du Cameroun (SND30) et la SNDS 20-30, la nécessité de prendre en compte les besoins de la décentralisation dans la SNDS30 en cours d'élaboration.

Atelier sur la prise en compte du genre dans la SNDS-2030

Du 23 au 26 février 2021, s'est tenu dans la ville de Douala, un atelier en vue de la prise en compte des questions liées au genre dans la troisième Stratégie nationale de développement de la statistique couvrant la période 2021-2030 (SNDS30). Cet atelier a mobilisé les experts nationaux de l'INS, du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, du Ministère de la Promotion de la femme et de

la famille et les experts internationaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes).

Les exposés ont porté sur les points suivants :

- (i) la Politique nationale sur le genre et détermination des besoins en statistiques ;
- (ii) l'examen du profil genre au Cameroun et détermination des besoins en données statistiques ;
- (iii) l'intégration du genre dans la SNDS30 ;
- (iv) la liste minimale des indicateurs sur le genre produit par l'INS ;
- (v) le cadre des résultats de la version révisée de la Politique nationale sur le genre.

A l'issue des présentations, les discussions ont suivi en séance plénière.

Au terme des travaux, les indicateurs correspondant à chaque axe stratégique du cadre des résultats de la version révisée de la Politique nationale genre (PNG) ainsi qu'un projet de plan d'actions pour la mise en œuvre de la PNG ont été produits.

Mise en place d'un dispositif statistique pour la mesure des échanges transfrontaliers informels

Le projet de mise en place du dispositif statistique pour la mesure des échanges transfrontaliers informels a pour objectif global d'améliorer l'estimation des statistiques du commerce extérieur par une meilleure prise en compte des échanges informels avec les pays voisins.

Cette amélioration va induire de meilleures estimations du Produit intérieur brut (PIB) et une meilleure connaissance de l'économie.

Pour y parvenir, plusieurs activités ont été retenues.

Les tâches réalisées au cours du premier trimestre 2021 portent principalement sur la collecte des données auprès des unités non conventionnelles et la tenue de l'atelier de validation du rapport du premier passage de l'enquête de référence.

Les informations collectées permettront d'harmoniser les différentes unités de mesures non

conventionnelles pratiquées dans les sept régions transfrontalières du Cameroun afin de procéder à une harmonisation entre celles-ci et les unités standards conventionnelles internationalement reconnues.

Enquêtes panels d'évaluation de l'impact socioéconomique du Coronavirus (COVID-19) sur les conditions de vie des populations

La pandémie de COVID-19 continue de faire des victimes au sein de la population et d'impacter négativement les activités économiques.

Dans l'optique d'évaluer ses effets sur l'activité économique et sur les conditions de vie des ménages, sous financement de la Banque mondiale, l'INS a conduit une étude de panels en trois phases.

L'étude couvre tout le territoire national. La collecte de données de la phase 1 de l'étude s'est déroulée en février 2021 et a porté sur un échantillon de 5 996 ménages et d'environ 600 entreprises. Tout le territoire national a été couvert. L'échantillonnage des unités à enquêter s'est fait sur la base de numéros de téléphones renvoyant au ménage (chefs de ménages) ou à des entreprises.

Pour le volet ménage à date, 2 680 ménages ont été couverts avec succès. La collecte s'est faite à travers des appels téléphoniques.

Un atelier d'apurement et de tabulation a eu lieu du 15 au 19 mars 2021 dans la ville de Mbalmayo et le rapport d'analyse est attendu courant avril 2021.

Elaboration des comptes financiers

Le personnel du Département des synthèses économiques de l'Institut national de la Statistique a bénéficié, au cours du premier trimestre 2021, de l'appui technique d'AFRITAC CENTRE pour l'élaboration des comptes financiers dans le cadre de la nouvelle année de base 2016, des comptes nationaux.

Ce renforcement des capacités s'est déroulé en ligne sur une période de trois semaines.

■ GUINÉE QUATORIALE

www.inege.gq

Nouvelle Stratégie nationale de développement statistique de la Guinée Équatoriale pour la période 2021-2024

Le document de la Stratégie nationale de développement statistique (ENDE) de la Guinée Équatoriale pour la période 2021-2024 a été approuvé le 24 février 2021 par les membres de la Commission des programmes statistiques lors de leur première réunion de travail.

Taux d'inflation quatrième trimestre et annuel 2020

Le 26 janvier, l'Institut national des Statistiques de Guinée équatoriale (INEGE) a présenté l'évolution du taux d'inflation au quatrième trimestre et

annuel 2020. « Le taux d'inflation annuel moyen enregistré au quatrième trimestre 2020 était de 5,1 %, supérieur à celui enregistré à la même période de 2019, qui était de 1,2% », un résultat qui selon l'INEGE est principalement dû à la contribution positive des groupes, « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » 2,4 % et « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » 1,2%.

Phase d'identification et de relevé des établissements économiques dans le cadre du recensement des entreprises

Les travaux de cette opération statistique ont débuté avec la constitution d'un bureau de recensement multisectoriel au sein de l'INEGE.

À ce jour, ce bureau a terminé la planification, le recrutement et la formation des agents de recensement.

La collecte des données sur le terrain se déroulera en deux phases: la phase d'identification et de vérification des établissements économiques et la phase de collecte elle-même.

Le travail de terrain est actuellement en phase d'identification et de vérification des établissements économiques qui opèrent sur tout le territoire national, après avoir mené un exercice de sensibilisation dans toutes les capitales de province.

Cette phase consiste à localiser toutes les unités économiques qui exercent leur activité sur le territoire national, à collecter des informations sur la localisation et la caractérisation de chaque unité économique.

Il est à noter que, dans cette phase, les entreprises et établissements de tous les secteurs (primaire, secondaire et tertiaire) sont identifiés, tant dans le secteur formel qu'informel.

■ MADAGASCAR

www.instat.mg

Lancement Officiel de la dissémination des résultats définitifs du RGPH-3 Madagascar

Sous l'égide du Ministère de l'Economie et des Finances, l'Institut national de la Statistique (INSTAT), à travers la Cellule centrale d'exécution du recensement (CCER), a procédé le 15 février 2021 à la dissémination officielle des résultats définitifs du RGPH-3 à l'endroit des utilisateurs de données :

- (i) Gouvernement ;
- (ii) partenaires au développement de Madagascar ;
- (iii) secteurs privés ; et
- (iv) médias.

L'atelier a été placé sous la conduite de son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, avec l'appui technique et financier de l'UNFPA et de la Banque mondiale qui apportent des contributions substantielles pour la réalisation du RGPH-3.

Selon les résultats, la population résidente de

Madagascar recensée en mai-juin 2018 est de 25 674 196 habitants. Elle est composée d'un peu plus de femmes (13 015 251) que d'hommes (12 658 945) et ce, quel que soit le milieu de résidence (urbain ou rural).

Il convient de mentionner que les analyses plus détaillées sont disponibles dans les 17 rapports thématiques qui font partie des produits du RGPH-3.

www.instat.mg/wp-content/uploads/Resultats-globaux-RGPH3-Tome-01.pdf

www.instat.mg/wp-content/uploads/Resultats-globaux-RGPH3-Tome-02.pdf

MALI

www.instat.gov.ml

Table-ronde des partenaires pour le financement du RGPH5

L'Institut national de la Statistique (INSTAT), sous l'égide du Ministère de l'Economie et des Finances, envisage mettre en œuvre, du 13 novembre au 12 décembre 2021, le dénombrement du cinquième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH5).

Cependant, la perspective se bute à une insuffisance de ressources financières. Le budget global du RGPH5 s'élève à 25,4 milliards de F CFA, avec un gap de 9,4 milliards.

D'où l'organisation par le Ministre de l'Economie et des Finances, M. Alousseni Sanou, d'une Table-ronde des bailleurs de fonds, le 11 mars 2021,

pour combler ce gap de financement. La présente Table-ronde, qui s'est tenue par visioconférence, représente la deuxième du genre sur le financement du RGPH5, après celle de 2017.

Enquête modulaire et permanente auprès des ménages (Emop) 10^e édition

Les superviseurs régionaux de l'Emop, au titre de l'année 2021, ont suivi en janvier une formation de 5 jours pour le renforcement des capacités.

Cette formation « s'inscrit dans le cadre de l'appropriation des concepts utilisés dans les enquêtes, en particulier celles relatives aux ménages et de la maîtrise des outils nécessaires à l'efficacité de ces travaux notamment les fonctionnalités liées à la collecte assistée par ordinateur. »

L'Emop est une enquête d'envergure nationale

qui souffle cette année ses 10 bougies.

Une décennie marquée par la collecte des informations tant individuelles que collectives pour renseigner les indicateurs du Cadre stratégique pour la croissance économique et le développement durable (CREDD), des Objectifs du développement durable (ODD) ainsi que d'autres programmes sectoriels.

Autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel

Dans la perspective d'une enquête de suivi pour l'évaluation du projet d'Autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel (SWEDD), l'INSTAT a organisé une formation des agents de collecte du 10 au 19 mars 2021.

MAURITANIE

www.ansade.mr

Réforme du système statistique national

La Mauritanie a engagé une réforme de son système statistique au cours du premier trimestre 2021 afin de renforcer la fonction statistique et mieux alimenter le débat public.

Ainsi l'ex-Office national de la Statistique (ONS) et l'ex-Centre mauritanien d'Analyse de politique (CMAP) ont été fusionnés pour devenir l'Agence nationale de la Statistique et de l'Analyse démographique et économique (ANSADE), par décret du 25 février 2021.

L'ANSADE est un établissement public à caractère

administratif et à autonomie financière chargé de la collecte et d'analyse de données en appui à la décision relevant des entités sous tutelle du Ministère en charge de l'Economie.

A ce titre, elle est chargée d'assurer la coordination du Système statistique national (SSN), la cohérence et l'harmonisation des réflexions sur les nomenclatures et concepts, de la production et de la diffusion des statistiques officielles selon les normes de bonnes pratiques requises en la matière et sur lesquelles s'élabore le débat public. M. Mohamed El Moctar Ould Ahmed Sidi, Directeur Général de l'ex-ONS assurera la Direction générale de l'agence et M. Ba Oumar Kalidou comme Directeur Général Adjoint.

L'objectif de cette réforme est la transformation de l'organe central du système statistique national (SSN) en un pôle d'excellence scientifique spécialisé dans les domaines de la statistique et de l'analyse économique, démographique et sociale. Une place de choix sera accordée à l'analyse et à la recherche scientifique.

Ainsi, un nouvel élan sera insufflé à la nouvelle agence, à travers :

- (i) l'amélioration du cadre juridique, légal et organisationnel ;
- (ii) la mobilisation des ressources humaines, financières et matérielles ; et
- (iii) la mise à niveau de la production et de l'analyse de l'information statistique.

SAO TOMÉ ET PRINCIPE

www.ine.st

Les principaux événements qui se sont déroulés à l'INE au cours de la période sous revue sont :

- la validation de l'Enquête à indicateurs multiples (MICS 6 2019) ;
- l'Enquête sur l'impact du COVID-19 sur l'économie de Sao Tomé et Principe 2021 (deuxième phase) ;
- l'Enquête sur l'agro-élevage 2021 ;
- l'Enquête sur la vaccination du COVID-19 à Sao Tomé et Principe 2021.

■ **SÉNÉGAL**
www.ansd.sn

Projets communs Géoportail du Sénégal et Plateforme Géospatiale ODD – l'ANSD et l'ANAT reçoivent le prix

Special Achievement in SIG

L'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) et l'Agence nationale de l'Aménagement du territoire (ANAT) ont reçu le prix *Special Achievement in GIS Award* pour l'année 2020, lors de la conférence internationale des utilisateurs ESRI, qui s'est tenue du 13 au 16 juillet 2020.

Cette rencontre internationale se tient annuellement à San Diego en Californie, USA. Mais, pour des raisons liées à la pandémie de COVID-19, la conférence était entièrement virtuelle.

L'ANSD et l'ANAT ont reçu ce prix pour les projets communs qu'elles ont eu à réaliser. Il s'agit du Géoportail du Sénégal qui est une initiative visant à s'appuyer sur les référentiels communs pour fournir des informations fiables sur le pays et la Plateforme Géospatiale sur les ODD qui est une initiative de la Division des statistiques des Nations Unies (UNSD) et Esri pour soutenir les pays membres du système des Nations Unies dans le renforcement des Objectifs de développement

durables (ODD) à l'aide des outils du Système d'information géographique (SIG).

Enquête sur les indicateurs du paludisme au Sénégal (EIPS 2020-2021)

A l'instar de la plupart des pays d'Afrique au Sud du Sahara, le paludisme constitue un réel problème de santé au Sénégal, même si des progrès ont été réalisés.

L'évaluation périodique du Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) de cette année revêt un caractère particulier du fait que 2020 coïncide avec la dernière année du plan stratégique 2016-2020.

A cet effet, le Gouvernement du Sénégal, à travers l'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) en partenariat avec le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP), vient de réaliser l'Enquête sur les indicateurs du paludisme (EIP).

La collecte de données sur le terrain s'est effectuée du 26 décembre 2020 au 26 janvier 2021 sur toute l'étendue du territoire national dans 207 DR pour interviewer 5175 ménages.

Parmi les 14 régions administratives, des prélèvements sanguins pour réaliser les tests de paludisme et d'anémie ont été effectués auprès de

trois régions : Kédougou, Tambacounda et Kolda.

Enquête de suivi de l'impact de la COVID-19 au Sénégal

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de relance économique, l'ANSD avec l'appui de ses partenaires (Banque mondiale, UEMOA, BIT) a initié une enquête téléphonique à haute fréquence portant sur un échantillon de 1 368 ménages.

Cette dernière a pour objectif de mesurer l'impact de la pandémie COVID-19 sur les conditions de vie des ménages, afin d'appuyer le besoin en termes d'informations pour la mise en œuvre du Plan national de relance économique et sociale.

Les deux premières vagues de l'enquête de suivi des impacts de la COVID-19 sont bouclées et portaient essentiellement sur le niveau de connaissance et le comportement que les Sénégalais ont adopté en cette période de pandémie, l'accès aux services de base, l'emploi des chefs de ménage, le bien-être subjectif des ménages et la perception que les Sénégalais ont des mesures sociales mis en place par le Gouvernement.

La troisième vague est en cours et intègre des questions sur la perception des sénégalais sur le vaccin contre COVID-19.

■ **TOGO**
www.togostat.org

Session préparatoire de la dixième session ordinaire du Conseil national de la statistique (CNS)

La session préparatoire des comités sectoriels du système statistique national s'est tenue le 10 mars 2021 à Lomé, en prélude à la dixième session ordinaire du conseil national de la statistique (CNS). Elle a permis aux participants d'examiner les documents qui seront soumis pour examen et adoption lors de la prochaine session du CNS.

Il s'agit du rapport statistique national (RSN) 2019, du rapport d'exécution du plan d'action 2021 de la Stratégie nationale de développement de la statistique (SNS 2020-2024) et du rapport de l'évaluation de l'effet de la pandémie liée au COVID-19 sur le fonctionnement des structures du SSN.

Réunion bipartite entre l'INSEED et l'UNFPA sur le processus du RGPH-5

Le 2 mars 2021, s'est tenue une rencontre bipartite entre l'Institut et le Fonds des Nations pour la population (UNFPA).

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des réunions statutaires qui se tiennent mensuellement entre les deux institutions pour le suivi de la feuille de route du cinquième Recensement général de

la population et de l'habitat (RGPH5).

La réunion a été présidée par le Directeur Général de l'INSEED, M. Koame Kouassi en présence de la Représentante résidente de l'UNFPA au Togo, Mme Josiane Yaguibou. Le Chargé de Programme population et développement à l'UNFPA, ainsi que le Directeur de la démographie et des statistiques sociales, Chef du Bureau central du recensement (BCR) ont également pris part à cette réunion.

Le Directeur Général de l'INSEED a saisi l'occasion pour rappeler l'importance de ces rencontres qui permettent à l'Institut et à l'UNFPA de faire régulièrement le point sur l'état d'avancement des activités du RGPH5 et d'entrevoir les perspectives dans le souci de concrétiser la réalisation du cinquième recensement général de la population et de l'habitat au Togo.

Journée de lancement de l'Enquête permanente sur le commerce international des services (EPCIS 2020)

Le 26 février 2021, l'Institut national de la Statistique et des Etudes économiques et démographiques (INSEED) a procédé à la Chambre du Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) à Lomé, au lancement de l'enquête permanente sur le commerce international des services (EPCIS 2020), la troisième après deux autres qu'il avait eu à réaliser par le passé, notamment en 2018 et en 2019.

La collecte des données de l'EPCIS 2020 auprès des entreprises est prévue du 1^{er} mars au 30 avril 2021 sur toute l'étendue du territoire national.

Les données qui seront collectées vont porter sur les importations et les exportations des services suivant les catégories de services et suivant les pays partenaires.

Au nom du Directeur Général de l'INSEED, M. Animaou a sollicité la coopération des médias, des organisations patronales ainsi que des associations d'entreprises à participer à la réussite de cette opération de collecte de données, à travers une sensibilisation des chefs d'entreprises.

Les enquêtes EPCIS ont été initiées par la Commission de l'UEMOA qui a souhaité mettre en place un cadre réglementaire et une méthodologie, conformes aux normes et standards internationaux afin de doter les Etats membres d'un mécanisme d'enquête permanente pour collecter, traiter, produire, analyser et diffuser les statistiques du commerce international des services dans ses Etats membres.

Ce mécanisme d'enquête permanente permettra entre autres de disposer d'une base de données des statistiques du commerce international des services qui répondent aux besoins des Etats membres, d'analyser la dynamique de leurs économies, de négocier avec leurs partenaires et de développer le secteur des services.

Réunions, ateliers et séminaires

12 - 14 avril 2021

Webinaire AFRITAC de l'Ouest : Intégration des données d'enquête et des statistiques administratives dans les comptes nationaux

1^{er} juin 2021

23^e réunion du Comité d'orientation d'AFRITAC Centre

April 14 - 15, 2021

AUC NADABAS Online Workshop

2 - 3 juin 2021

42^e Réunion du Comité de direction d'AFRISTAT

Yaoundé, 27 - 28 avril 2021

47^e session ordinaire du Conseil d'Administration de l'IFORD

7 - 11 juin 2021

Séminaire de conjoncture et prévision du premier semestre 2021 Afrique Centrale

April 29, 2021

Virtual closing event of Pan African Statistics Programme (PAS Programme)

Bamako, 9 - 10 juin 2021

Conférence régionale en format hybride sur les comptes régionaux

3 - 5 mai 2021

Réunion du Comité Régionale de Coordination Statistique de la CEDEAO

15 -18 juin 2021

Séminaire de conjoncture et prévision du premier semestre 2021 des pays anglophones de l'Afrique de l'Ouest

17 - 18 mai 2021

Réunion annuelle des experts en gestion de la dette publique de la CEMAC

16 juin 2021

31^e réunion du Comité d'orientation d'AFRITAC Ouest

20 mai 2021

Atelier de dissémination de la note sur l'élaboration de l'IPC dans les Etats membres d'Afristat plus la RDC

6 juillet 2021

Conférence virtuelle : Résilience, enjeux et opportunités pour la statistique publique dans le contexte de la crise sanitaire

26 - 28 mai 2021

Séminaire de conjoncture et prévision du premier semestre 2021 des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest

Abu Dhabi, November 10-11, 2021

8th Meeting of the Technical Committee of the Arab Statistics Initiative "Arabstat"

MESURES DE PREVENTION CONTRE LE COVID-19

Des gestes simples pour éviter les contaminations au travail



Se laver régulièrement les mains
Tousser ou éternuer dans le creux de son coude
Eviter de se faire la bise ou de se serrer la main
Porter le masque
Respecter la distanciation.

Certains gestes simples permettent de limiter les risques de contamination au travail.

La Lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande, et est disponible sur : <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de

La lettre d'AFRISTAT en envoyant un courriel à afristat@afristat.org avec comme objet: Abonnement

Directeur de publication : Paul-Henri NGUEMA MEYE

Rédacteur en chef : Paul-Henri NGUEMA MEYE

Comité de rédaction : Serge Jean EDI, Sansan Honkounne KAMBOU, Djabar Dine ADECHIAN, Ibrahima SORY, Fatima BOUKENEM

Maquette et impression : IMPRIM COLOR Bamako
ISSN 1561-3739